



Lundi 18 novembre 2013

Multiplication des mouvements de colère : Aux travailleurs d'en prendre la tête !

Le ras-le-bol fiscal n'en finit pas. Et les mouvements de colère qu'il suscite non plus : manifestations des transporteurs, des centres équestres, des artisans... A qui le tour ?

Encore une hausse d'impôt, celle de la TVA, l'impôt le plus injuste

Après l'écotaxe, étudiée pour toucher les plus petits et épargner les plus gros transporteurs, c'est la hausse programmée de la TVA, avec laquelle le gouvernement continue dans la taxation des plus pauvres. Déjà 800 000 ménages modestes, jusqu'alors non imposables, se sont vus pour la première fois imposés sur leurs revenus.

Au 1^{er} janvier, l'augmentation de la TVA est prévue de 19,6 % à 20 % pour le taux maximum et de 7 à 10 % pour le taux intermédiaire, concernant la restauration, les transports, les travaux du bâtiment, le bois de chauffage, etc. Les 7 milliards d'euros que devraient dégager ces hausses vont contribuer... à financer une bonne partie des 20 milliards de crédit d'impôt compétitivité destinés aux entreprises ! Cette hausse de l'impôt le plus injuste, puisqu'il taxe les familles sur leur consommation quels que soient leurs revenus, va donc servir à remplir un peu plus les poches des plus gros patrons.

Ras-le-bol d'engraisser les licenciés !

Alors que ces mêmes capitalistes ne cessent de détruire nos emplois. Ce qui se passe en Bretagne est à l'image du reste de la France. En Bretagne, les travailleurs de Gad, de Tilly-Sabco, de Marine Harvest, de PSA Rennes, font face aux suppressions d'emplois. Mais c'est dans toutes les régions que s'accroissent les plans de licenciements : + 12 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à 2012.

Dans le Nord, les salariés de la Redoute ont manifesté et continuent de s'organiser contre les 700 suppressions d'emplois programmées. En région parisienne, PSA Aulnay doit fermer définitivement dans quelques mois, et pour l'ensemble du groupe, des milliers de suppressions de postes sont prévues sur

tous les sites. Sans parler des accords dits de compétitivité, qui sont imposés un peu partout aux salariés, pour aggraver leurs conditions de travail et baisser leurs salaires sous prétexte de préserver l'emploi.

Qui récoltera les fruits de la colère ?

En Bretagne, nombreux sont ceux qui aimeraient récupérer le mécontentement qui s'exprime et l'utiliser dans leur propre intérêt : des patrons, en particulier de l'agroalimentaire, à la FNSEA, le syndicat des gros agriculteurs, en passant par des politiciens de tous bords, et d'abord de l'extrême-droite. Mais à Quimper le 2 novembre, les manifestants les plus nombreux étaient les salariés, en particulier ceux de l'agroalimentaire les plus exploités.

La question est donc maintenant qui prendra la tête de ce ras-le-bol social généralisé ? Si nous voulons éviter de tirer les marrons du feu pour les patrons, la droite, l'extrême-droite et tous nos exploités, la seule solution serait que les travailleurs s'organisent par eux-mêmes.

D'abord pour mettre en avant leurs revendications : interdire les licenciements, augmenter les salaires, imposer les plus riches.

Ensuite, pour pouvoir tendre la main et faire la jonction avec toutes les autres couches populaires qui ne vivent pas sur notre dos mais sont également victimes de la politique des patrons et de ce gouvernement : paysans, artisans, enseignants, etc.

Dès cette semaine de nouvelles manifestations sont prévues, des salariés de La Redoute à Paris, samedi à nouveau les ouvriers bretons, de Morlaix, Saint-Brieuc... à Rennes. D'autres encore les semaines suivantes. Il nous faut saisir toutes les occasions de prendre tous les contacts possibles d'une entreprise à l'autre, et de manifester ensemble.

Il est temps que le mouvement parti de Bretagne s'étende, que tous les travailleurs menacés – c'est-à-dire nous tous ! – s'unissent pour riposter. Pour faire remballer aux patrons et au gouvernement qui les sert, leurs attaques et leurs licenciements.

Nous ne sommes pas à leur disposition

Juste avant la semaine de chômage déjà programmée, la direction de Saint-Ouen a demandé en catastrophe à des salariés d'un peu tous les secteurs de venir quand même travailler. Elle prétendait s'être brutalement rendue compte qu'elle allait manquer de pièces. En réalité, on a plutôt l'impression qu'elle veut nous habituer à l'imprévu : venir travailler, ou pas, en étant prévenus au dernier moment. La direction de Poissy a fait la même chose dans certains secteurs pour cette même semaine de chômage. En langage patronal, cela s'appelle la flexibilité... Nous avons eu bien raison d'être nombreux à refuser de venir, il y a une vie en dehors de PSA !

Pas de congés pour les attaques

A peine son contrat antisocial signé, la direction s'en prend aussi sec à nos congés. Elle veut fractionner les 4 semaines d'arrêt du mois d'août, en imposant 3 semaines seulement en été et la 4ème semaine en semaine 44. Quant aux salariés en journée, sur les 11 jours de RTT dont ils « disposent », la direction leur fait savoir que 6 lui appartiennent et qu'elle peut les positionner à sa guise. Nous ne sommes pas corvéables à merci, et nous devrions lui faire savoir que nos congés nous appartiennent.

Management en perte de contrôle ?

La semaine dernière la direction a organisé une formation intitulée « management control » pour une partie des salariés de l'usine, essentiellement des chefs.

Le but est de contrôler notre respect des process et des standards, en bref notre implication dans la politique de PSA. Quand on sait ce qu'ils nous préparent en licenciements, augmentation de la durée de travail, baisse des salaires avec le chômage partiel, on comprend pourquoi ils craignent de perdre le contrôle de la situation.

Cet hiver ça va chauffer !

Une fois de plus l'hiver arrive ! Avec son lot de températures basses, surprenant non ? Une fois de plus la direction rechigne à augmenter le chauffage et à fournir des vêtements chauds.

Sous prétexte de faire des économies – de bouts de chandelles en vérité – la direction n'a que du mépris pour nos conditions de travail. Si ça continue ça va bien chauffer, mais pour leurs oreilles !

Ils n'en ont pas fini avec les travailleurs en colère

Mercredi dernier, 90 travailleurs d'Aulnay se sont invités à la commission de suivi du PSE, qui regroupait la direction, les syndicats, l'inspectrice du travail et exceptionnellement la directrice départementale du travail.

N'écoutant que son courage, la direction a aussitôt quitté les lieux, ne donnant aucune réponse aux interrogations déjà formulées fin septembre auprès de Mulard, n°3 de PSA derrière Varin. Pendant 34 d'heure, les salariés ont posé leurs problèmes et dénoncé l'attitude de la direction.

Aujourd'hui, rien n'est encore réglé à Aulnay. Dans le contexte actuel, les 800 salariés qui sont encore sur le site peuvent encore donner du fil à retordre au patronat.

Sujets sensibles pour salariés sous tension

L'accord de compétitivité passé, la direction a tenu le 5 novembre avec les syndicats signataires, une réunion sur le fumeux observatoire des métiers et des compétences. Cet observatoire définit les métiers en tension et finalement décide comment vider tel ou tel secteur. Avec le PREC on a bien vu ce que ça valait : pour ceux qui veulent partir, dans des secteurs comme l'outillage, la direction met son veto. Et pour les postes vacants ? On attend toujours les remplaçants...

Quand la direction a besoin de faire passer ses sales coups elle sait très bien s'asseoir sur ses propres règles et les syndicats complaisants n'ont plus qu'à gentiment valider.

Il n'y a que les patrons qui profitent des fermetures

Un cabinet d'analyse cité par *l'Usine Nouvelle* prétend que l'usine de Poissy aurait été la "première bénéficiaire" de la fermeture d'Aulnay en récupérant la C3. Ironie du sort, la C3 ne sera à court terme plus produite à Poissy. La direction prétend qu'un véhicule viendrait la remplacer. Mais rien n'empêchera la suppression d'une ligne de production et d'une équipe sur les trois, tout en dégraissant celles qui resteront.

Preuve que quand un site ferme, c'est tout le monde qui le paye et que les nouveaux véhicules quel que soit leur nombre promis à la production n'empêcheront pas les suppressions de postes et les fermetures de sites après 2016... ou avant.

PSA Aulnay : maintenant le dépeçage

Acheté par PSA dans les années 70 pour pas grand-chose, le site de PSA Aulnay est maintenant l'objet d'une spéculation écœurante. Le conseil régional d'Île-de-France présidé par le PS voudrait racheter l'emplacement pour 1 milliard d'euros. Après avoir vampirisé les fonds publics au nom du maintien de l'emploi, PSA continuerait de s'en mettre plein les poches grâce à la Région, sur nos impôts.

La collecte a permis de récolter 30 €. Merci pour votre soutien qui nous permettra de faire encore bien des étincelles.

